

École & Territoire

Association Nationale pour la Promotion de l'École Rurale



Le ministère de l'Éducation Nationale a officialisé au printemps 2016, sa volonté de fermer rapidement toutes les écoles jusqu'à 4 classes sur l'ensemble du territoire en s'appuyant sur le rapport Duran et les « conventions ruralités ».

Il demande également que les élèves de CM1 et CM2 soient scolarisés dans les bourgs-centres au plus près des collèges, ce qui enlèvera encore un tiers des élèves et entraînera la fermeture d'autant d'écoles.

Enfin, le ministère souhaite concentrer les regroupements dispersés, ce qui reviendra à fermer encore d'autres écoles et à éloigner ce service public de la population sans qu'aucun intérêt public ne le justifie.

L'ensemble de ces mesures revient à fermer plus de la moitié des écoles primaires (soit environ 24 000).

Pour ce faire, le ministère s'appuie sur 3 affirmations erronées :

1- Il y aurait une baisse d'effectif d'élèves du 1er degré pour les rentrées 2017 et 2018 :

- *cette baisse d'effectif n'existe pas puisque le ministère s'est engagé à accélérer la scolarisation des moins de 3 ans. Nous sommes actuellement à 12% de ces enfants scolarisés. Si l'on revenait aux 35%, comme c'était le cas pendant 15 ans, de 1987 à 2002, il faudrait accueillir 200 000 élèves de plus.*

2- l'efficacité pédagogique des petites écoles serait moindre et ces élèves auraient des difficultés à intégrer le collège ;

- *Depuis 30 ans, toutes les études du ministère ont montré que les petites écoles ont de meilleurs résultats tant pédagogique que social et que les élèves continuent de réussir mieux, même après l'entrée au collège.*

3- Il y aurait également une difficulté à mettre en place les Temps d'Activités Périscolaires ou Pédagogiques (TAP).

- *les TAP font partie de l'Éducation, puisque les communes doivent présenter un projet pédagogique pour leur mise en place, mais le gouvernement a voulu que ce soient les communes qui payent les intervenants, ce qui est un début de municipalisation et puis, sans doute, de privatisation de l'Éducation. Par ailleurs, le rapport d'évaluation de cette « réforme » montre que les résultats sont effarants (voir encadré au verso) et qu'il vaudrait mieux la remettre à plat.*

Nous montrons ainsi que les justifications de cette politique sont toutes erronées.

Plusieurs inspecteurs d'académie reconnaissent que le but est de faire des économies de poste (Gers, Sarthe).

Sur les TAP : on sait pourquoi le ministère a attendu un an avant de rendre public le rapport sur l'efficacité de cette réforme : c'est effarant : Les élèves sont plus fatigués, il y a plus d'absentéisme, 30% des communes font payer les activités aux parents d'élèves, d'autres se contentent de faire une demi-heure de garderie le soir, les résultats pédagogiques sont mauvais, mais qu'importe, le gouvernement souhaitait un début de municipalisation, puis sans doute de privatisation de l'éducation, et sur ce point, il a réussi.

A cause de cette « réforme », l'instruction à domicile a augmenté de 54,6% en trois ans. Même type de progression pour l'enseignement privé.

Nous demandons que le gouvernement revienne sur cette réforme au moins quant au paiement des intervenants.

Au niveau national entre 1980 et 2015, un quart des écoles a déjà été fermé (plus de 16 000), avec une forte accélération ces dernières années, puisque environ 7 500 petites écoles ont été fermées les 15 dernières années, entre 2000 et 2015.

Avec à chaque fois, la création d'un transport scolaire et 2 000 km par an parcourus par élève en moyenne et l'ajout de 2 mille tonnes de carbone dans l'atmosphère pour chaque transport.

La nouvelle organisation va encore faire perdre plus de 24 000 d'écoles et multiplier d'autant les déplacements et la pollution (environ 48 000 tonnes/an de CO2 de plus).

L'humanité émet actuellement 41 milliards de tonnes de CO2/an. Cette politique va à l'encontre de l'accord de Paris que nous avons signé pour réduire de 40% nos émissions carbone.

Dans le classement PISA 2013, la France a reculé d'une dizaine de places en 10 ans (27ème sur 34), alors que dans le même temps, le ministère s'obstinait à fermer les petites écoles qui sont les plus performantes. Le rapport du CNESCO de septembre 2016 confirme que la politique actuelle accentue les inégalités.

40% des élèves de CM2 sortent avec des difficultés tellement importantes qu'ils n'auront pas une scolarité « normale » au collège, ni après.

Il y a aussi la fatigue et le danger liés aux transports : depuis le début de l'année 2016, des élèves sont morts dans trois accidents de transports scolaires.

Depuis une quarantaine d'années, il n'y a jamais eu autant de familles avec de jeunes enfants qui s'installent dans le milieu rural, malheureusement on est en train de créer les conditions de fuite vers les bourgs-centres et de désertification des petites communes.

La corrélation, est maintenant prouvée entre la perte des services publics en milieu rural et le vote FN ([étude de l'IFOP de mars 2016](#)).

Cette perte de service public nous éloigne de la démocratie.

Nous souhaitons que le gouvernement revienne sur cette décision et rouvre les services publics de proximité et surtout les écoles.

le document complet « Analyse » et une présentation sont disponibles sur le Site d'E&T :

<http://ecole.et.territoire.pagesperso-orange.fr/Analyse.pdf> ;

une présentation : http://ecole.et.territoire.pagespro-orange.fr/fermeture_orchestree.pps

un résumé vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=_fLWVwCKzxI&feature=youtu.be